

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

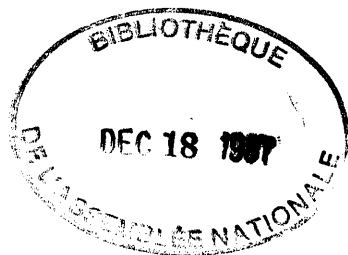
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 112

Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec

Présentation

Présenté par
M. Gérard D. Levesque
Ministre des Finances



Éditeur officiel du Québec
1987

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec pour établir des critères additionnels de qualification des placements que la Caisse peut effectuer en vertu de pouvoirs spécifiques.

Il précise que la Caisse pourra acquérir et détenir des actions d'une compagnie qui satisfait à certaines conditions de rendement pour les années précédant l'acquisition ou dont les titres comportent une forte liquidité selon les conditions définies par règlement.

Il précise aussi que la Caisse pourra acquérir des actions de compagnies ayant moins de cinq ans d'existence, sujet à une limite du total des placements de cette catégorie.

Ce projet fait en sorte que la Caisse puisse aussi acquérir des titres de créance émis ou garantis par une compagnie dont elle peut acquérir les actions.

Il a également pour objet d'augmenter le volume de placements que la Caisse peut effectuer en vertu de son pouvoir général de placement.

Enfin, le projet prévoit la durée d'application des dispositions qu'il établit.

Projet de loi 112

Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2) est modifiée par l'insertion, après l'article 31.1, des suivants:

«**31.2** La Caisse peut également acquérir et détenir des titres de créance et des actions émis ou garantis par:

a) une compagnie qui a uniquement pour objet d'acquérir, détenir, louer ou administrer des immeubles;

b) une compagnie constituée moins de cinq années avant l'acquisition, sous réserve que l'investissement total de la Caisse dans les actions ordinaires de compagnies de cette catégorie n'excède pas 3% de son actif total;

c) une compagnie dont les titres, inscrits à une bourse, offrent une forte liquidité, selon la définition et les conditions déterminées par règlement de la Caisse.

«**31.3** Malgré le paragraphe *c* de l'article 27 et les articles 30 et 31, la Caisse peut acquérir et détenir des titres de créance et des actions émis ou garantis par une compagnie qui, en moyenne pendant quatre des cinq années précédant l'acquisition, a obtenu un rendement ou versé un dividende sur ses actions ordinaires d'au moins 4% de leur valeur comptable. ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 34, du suivant :

« **34.1** Malgré le paragraphe *a* de l'article 34, la Caisse peut, jusqu'au 31 décembre 1991, faire tous les prêts et placements visés à cet article pour un montant total qui ne doit pas excéder 10 % de son actif total. ».

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

Les articles 1 et 2 cessent d'avoir effet le 31 décembre 1991. À compter de cette date, la Caisse pourra toutefois détenir les titres acquis en vertu de l'article 1 de la présente loi sans que ces titres ne soient considérés comme placements effectués en vertu de l'article 34 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.
